



Dimensions of public action and local economic development in Mbujimayi: an econometric analysis of associations

Dimensions de l'action publique et développement économique local à Mbujimayi : analyse économétrique des associations

NKANKA NGANDU Patrick

Assistant

Sciences Economiques

Université Officielle de Mbujimayi – Mbujimayi – République démocratique du Congo

Jean-Paul RAMAZANI BIN SABITI

Professeur

Université Catholique du Congo – Kinshasa – République démocratique du Congo

Janvier EGUDRA NYADRI

Professeur Associé

Université de Kisangani – Kisangani – République démocratique du Congo

Franck KAZADI NTITA

Professeur

Université Officielle de Mbujimayi – Mbujimayi – République démocratique du Congo

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.22644627>

Résumé

Cet article analyse les associations entre les principales dimensions de l'action publique et le développement économique local à Mbujimayi. L'étude repose sur des données recueillies auprès de **610 ménages** répartis dans les cinq communes de la ville. Une régression linéaire multiple estimée par les Moindres Carrés Ordinaires permet d'examiner les associations conditionnelles entre le développement économique local et la gouvernance locale, la qualité institutionnelle, la mobilisation

des ressources publiques, la participation citoyenne et l'environnement économique local. Le modèle est globalement significatif au seuil de 5 % ($F = 85,820$; $R^2 = 0,415$). L'environnement économique local, la mobilisation des ressources publiques, la gouvernance locale et la qualité institutionnelle présentent des associations conditionnelles positives et statistiquement significatives avec le développement économique local. La participation citoyenne ne présente pas d'association conditionnelle statistiquement significative. Les résultats soulignent ainsi le caractère multidimensionnel de la relation entre action publique et développement économique local à Mbujimayi.

Mots-clés : Action publique ; Développement économique local ; Gouvernance locale ; Qualité institutionnelle ; Mbujimayi.

Abstract

This article analyzes the associations between the main dimensions of public action and local economic development in Mbujimayi. The study draws on data collected from **610 households** across the city's five municipalities. A multiple linear regression estimated using Ordinary Least Squares is employed to examine the conditional associations between local economic development and local governance, institutional quality, public resource mobilization, citizen participation, and the local economic environment. The model is globally significant at the 5% level ($F = 85.820$; $R^2 = 0.415$). The local economic environment, public resource mobilization, local governance, and institutional quality show positive and statistically significant conditional associations with local economic development. Citizen participation does not show a statistically significant conditional association. The findings therefore highlight the multidimensional nature of the relationship between public action and local economic development in Mbujimayi.

Keywords: Public action; Local economic development; Local governance; Institutional quality; Mbujimayi.

1. Introduction

Le développement économique local occupe une place croissante dans les stratégies de développement territorial, notamment dans les contextes où les limites des politiques fortement centralisées conduisent à accorder davantage d'importance aux ressources, aux institutions et aux acteurs locaux. Dans cette perspective, le territoire ne constitue plus seulement un espace administratif d'application des politiques publiques, mais également un espace de coordination et de valorisation des ressources susceptibles de soutenir une dynamique économique propre. Pecqueur (2000) met ainsi l'accent sur la mobilisation des ressources spécifiques du territoire et sur la coordination des acteurs, tandis que l'approche institutionnelle de North (1990) souligne le rôle des institutions dans la structuration des incitations et des comportements économiques.

Cette problématique revêt une importance particulière dans les pays engagés dans des processus de décentralisation. Le transfert de compétences vers les niveaux infranationaux est généralement associé à l'idée qu'une plus grande proximité entre pouvoirs publics et populations peut favoriser une meilleure prise en compte des préférences locales et améliorer l'action publique. Toutefois, les résultats attendus dépendent notamment de la qualité de la gouvernance, des capacités institutionnelles, des ressources disponibles et des mécanismes de responsabilisation des acteurs locaux (Faguet, 2014 ; Smoke, 2003). La décentralisation ne produit donc pas mécaniquement du développement local ; ses résultats dépendent des conditions institutionnelles et économiques dans lesquelles l'action publique territoriale est exercée.

Cette question se pose avec une acuité particulière en République démocratique du Congo, où la décentralisation reconnaît aux provinces et aux entités territoriales décentralisées des responsabilités dans la gestion et la promotion du développement local. Dans le Kasai-Oriental, le *Plan de développement provincial 2023-2027* accorde notamment une place à l'amélioration de la gouvernance provinciale et locale, au renforcement des capacités de gestion, à la mobilisation des recettes, à l'amélioration des finances publiques et au climat des affaires (Gouvernement provincial du Kasai-Oriental, 2023).

Mbujimayi constitue le principal centre administratif, commercial et économique de cette province. Son histoire économique est fortement liée à l'exploitation diamantifère et à la trajectoire de la Minière de Bakwanga. La monographie consacrée au Kasai-Oriental met notamment en évidence l'importance de Mbujimayi dans l'organisation socioéconomique provinciale et le contraste entre les richesses historiquement exploitées et la faiblesse de certaines retombées locales (Omasombo Tshonda, 2014).

Dans ce contexte, la question scientifique ne consiste pas simplement à constater les difficultés de développement de la ville ou à les attribuer a priori à l'action publique. Elle consiste plutôt à examiner empiriquement la relation entre les différentes dimensions de cette action publique et le développement économique local. L'action publique est dès lors appréhendée comme un phénomène multidimensionnel intégrant la gouvernance locale, la qualité institutionnelle, la mobilisation des ressources publiques, la participation citoyenne et l'environnement économique local.

L'intérêt d'une telle approche réside dans la possibilité de dépasser une lecture globale de l'action publique afin d'examiner l'association propre de chacune de ses dimensions avec le développement économique local, lorsque les autres dimensions sont simultanément prises en considération.

La question centrale de cet article est donc la suivante : **quelle relation existe-t-il entre les différentes dimensions de l'action publique et le développement économique local dans la ville de Mbujimayi ?**

L'objectif consiste à analyser les associations entre ces dimensions et le développement économique local à partir des données recueillies auprès de 610 ménages dans les cinq communes de Mbujimayi.

L'hypothèse examinée est formulée comme suit :

Hypothèse générale (HG) : Les différentes dimensions de l'action publique sont significativement associées au développement économique local dans la ville de Mbujimayi.

L'article apporte ainsi une analyse empirique territorialisée de cette relation. À partir d'une régression linéaire multiple, il examine l'association conditionnelle de chaque dimension de l'action publique avec le développement économique local. Compte tenu du caractère transversal des données, les coefficients estimés sont interprétés comme des **associations conditionnelles et non comme des effets causaux**.

2. Cadre théorique et revue de la littérature

2.1. Fondements théoriques de la relation entre action publique et développement local

Le développement économique local peut être appréhendé comme un processus territorialisé dans lequel les performances économiques dépendent non seulement de la disponibilité des ressources, mais également de la capacité des institutions et des acteurs à les organiser et à les valoriser. Cette conception accorde une place centrale aux interactions entre institutions publiques, acteurs économiques et populations.

L'analyse trouve un premier fondement dans l'approche néo-institutionnelle de North (1990). Pour cet auteur, les institutions correspondent aux règles formelles et informelles qui structurent les interactions humaines. Elles influencent les comportements économiques en déterminant les incitations auxquelles les acteurs sont confrontés et en contribuant à réduire l'incertitude. Dans cette perspective, les performances économiques d'un territoire ne peuvent être dissociées de la qualité des institutions qui encadrent les décisions et les échanges.

Cette lecture permet d'appréhender l'action publique locale au-delà de la seule existence formelle des structures administratives. La capacité effective des institutions à mettre en œuvre les décisions, à fournir des services et à créer un environnement relativement prévisible pour les activités économiques constitue également une dimension importante du développement territorial.

Les travaux relatifs à la décentralisation complètent cette approche. Faguet (2014) montre que les résultats de la décentralisation dépendent notamment des mécanismes de responsabilité et de la relation entre gouvernements locaux et populations. Smoke (2003) insiste pour sa part sur les difficultés qui apparaissent lorsque le transfert de responsabilités aux collectivités locales n'est pas accompagné de capacités administratives et financières suffisantes.

L'action collective constitue également une composante de l'analyse. Ostrom (2010) montre que la coopération entre acteurs et l'existence de règles adaptées peuvent contribuer à améliorer la gestion collective des ressources. Cette perspective permet de considérer la participation citoyenne non comme une garantie automatique d'efficacité, mais comme un mécanisme dont les résultats dépendent des arrangements institutionnels au sein desquels elle s'exerce.

Enfin, l'approche territoriale de Pecqueur (2000) met l'accent sur la capacité des territoires à identifier, mobiliser et valoriser leurs ressources spécifiques. Dans cette perspective, le développement économique local dépend également de la construction d'un environnement permettant la coordination des acteurs et la valorisation des potentialités économiques locales.

2.2. Dimensions de l'action publique locale

À partir de ces fondements, l'action publique locale est appréhendée dans cet article à travers cinq dimensions complémentaires : la gouvernance locale, la qualité institutionnelle, la mobilisation des ressources publiques, la participation citoyenne et l'environnement économique local.

La **gouvernance locale** renvoie aux modalités de conduite de l'action publique, à la transparence, à la redevabilité et à la capacité des autorités à organiser leur action en réponse aux besoins du territoire. Les analyses de Faguet (2014) accordent une importance particulière aux mécanismes de responsabilité et à la proximité entre autorités et citoyens dans le fonctionnement des gouvernements locaux.

La **qualité institutionnelle** renvoie à la capacité des institutions locales à exercer leurs missions de manière relativement efficace, stable et prévisible. Dans la perspective de North (1990), des institutions de meilleure qualité contribuent à structurer les interactions et les incitations économiques.

Les capacités locales constituent également un enjeu important. Fiszbein (1997), à partir de l'expérience colombienne, montre que l'exercice effectif des responsabilités décentralisées dépend de la construction de capacités institutionnelles permettant aux gouvernements locaux d'assurer leurs fonctions.

La **mobilisation des ressources publiques** conditionne, quant à elle, la capacité des autorités publiques à financer les infrastructures, les équipements collectifs et les interventions relevant de leurs responsabilités. Smoke (2003) souligne précisément que le décalage entre responsabilités transférées et ressources disponibles peut limiter le fonctionnement effectif de la décentralisation.

La **participation citoyenne** peut contribuer à rapprocher les choix publics des besoins locaux et à renforcer la responsabilisation des autorités. Toutefois, conformément à Ostrom (2010), ses résultats dépendent des règles et des modalités institutionnelles qui structurent l'action collective.

Enfin, l'**environnement économique local** traduit les conditions institutionnelles, infrastructurelles et économiques dans lesquelles les activités productives se développent. Cette dimension rejoint

l'approche territoriale de Pecqueur (2000), qui met l'accent sur la capacité du territoire à valoriser ses ressources propres et à construire des dynamiques économiques localisées.

Ces différentes perspectives convergent vers une idée principale : la relation entre action publique et développement économique local est multidimensionnelle. Une analyse empirique doit donc examiner conjointement ces différentes dimensions afin d'apprécier leur association respective avec le développement économique local.

3. Méthodologie

3.1. Approche et champ de l'étude

L'article exploite le volet quantitatif d'une recherche consacrée à l'action publique et au développement économique local à Mbujimayi. Il repose sur un devis transversal et vise principalement à examiner les associations statistiques entre les différentes dimensions de l'action publique et le développement économique local.

Le champ spatial couvre les cinq communes de la ville de Mbujimayi : Bipemba, Dibindi, Diulu, Kanshi et Muya.

La population quantitative d'intérêt est constituée des ménages résidant dans la ville. En l'absence d'une base exhaustive des ménages directement exploitable, l'organisation de l'enquête s'est appuyée sur les subdivisions administratives de proximité.

Les cinq communes ont constitué des strates territoriales. Les 176 quartiers de la ville ont servi de cadre territorial de sondage. La formule de Yamane a permis de retenir **122 quartiers**, répartis proportionnellement entre les cinq communes. Cinq ménages ont ensuite été enquêtés dans chacun des quartiers retenus, soit un total de :

$$122 \times 5 = 610 \text{ ménages.}$$

Les **610 ménages** constituent ainsi les unités quantitatives d'observation et d'analyse.

Les données ont été recueillies au moyen d'un questionnaire structuré comportant notamment des items relatifs aux différentes dimensions de l'action publique et au développement économique local.

3.2. Variables et indices composites

Le **développement économique local (DEL)** constitue la variable dépendante.

Les variables explicatives correspondent aux cinq dimensions retenues de l'action publique :

- gouvernance locale (**GOUV**) ;
- qualité institutionnelle (**INST**) ;
- mobilisation des ressources publiques (**RES**) ;
- participation citoyenne (**PART**) ;
- environnement économique local (**ENV**).

Les variables sont mesurées à partir d'indices composites construits par agrégation des items correspondant à chaque dimension. Les réponses aux principaux items ont été enregistrées sur une échelle de Likert à cinq modalités.

Pour chaque répondant, le score de chaque dimension correspond à la moyenne arithmétique des items qui la composent.

Tableau 1 : Variables utilisées dans le modèle économétrique

Variable	Code	Statut	Mesure
Développement économique local	DEL	Variable dépendante	Indice composite
Gouvernance locale	GOUV	Variable explicative	Indice composite
Qualité institutionnelle	INST	Variable explicative	Indice composite
Mobilisation des ressources publiques	RES	Variable explicative	Indice composite
Participation citoyenne	PART	Variable explicative	Indice composite
Environnement économique local	ENV	Variable explicative	Indice composite

Source : Élaboration des auteurs à partir du dispositif de recherche.

La cohérence interne des indices a été appréciée à l'aide du coefficient alpha de Cronbach (Cronbach, 1951). Les coefficients obtenus sont de **0,774 pour DEL, 0,643 pour GOUV, 0,779 pour INST, 0,783 pour RES, 0,807 pour PART et 0,745 pour ENV**.

Dans l'ensemble, les indices présentent des niveaux de cohérence interne satisfaisants pour leur utilisation dans l'analyse. Le coefficient de GOUV, plus faible que ceux des autres dimensions, conduit toutefois à interpréter les résultats relatifs à cette variable avec davantage de prudence.

3.3. Techniques d'analyse

L'analyse quantitative a suivi une progression allant des statistiques descriptives aux relations bivariées puis multivariées.

L'analyse de corrélation permet d'abord d'apprécier le sens et l'intensité des associations bivariées entre les dimensions de l'action publique et le DEL.

Toutefois, cette analyse ne permet pas de déterminer si l'association observée entre une variable et le DEL demeure statistiquement significative lorsque les autres dimensions sont simultanément considérées.

Une **régression linéaire multiple estimée par la méthode des Moindres Carrés Ordinaires (MCO)** a donc été retenue comme principal outil économétrique.

Le modèle est spécifié comme suit :

$$DEL_i = \beta_0 + \beta_1 GOUV_i + \beta_2 INST_i + \beta_3 RES_i + \beta_4 PART_i + \beta_5 ENV_i + \varepsilon_i$$

où :

DEL_i représente l'indice de développement économique local du ménage i ;

$GOUV_i$ représente l'indice de gouvernance locale ;

$INST_i$ représente l'indice de qualité institutionnelle ;

RES_i représente l'indice de mobilisation des ressources publiques ;

$PART_i$ représente l'indice de participation citoyenne ;

ENV_i représente l'indice d'environnement économique local ;

β_0 représente la constante ;

β_1 à β_5 représentent les paramètres associés aux dimensions explicatives ;

et ε_i représente le terme d'erreur.

3.4. Justification du choix des MCO

Le recours à la régression linéaire multiple se justifie d'abord par la nature des variables utilisées. DEL ainsi que GOUV, INST, RES, PART et ENV sont des indices composites quantitatifs. L'objectif consiste à examiner simultanément les associations entre plusieurs variables explicatives quantitatives et un indice dépendant quantitatif.

La régression multiple permet, contrairement à une corrélation bivariée, d'examiner l'association de chacune des dimensions avec le DEL lorsque les autres variables sont simultanément prises en considération (Bourbonnais, 2018 ; Dor, 2009 ; Wooldridge, 2018).

Le choix des MCO se justifie également au regard des principales alternatives. Les modèles logit ou probit conviennent notamment à des variables dépendantes qualitatives ou binaires, ce qui ne correspond

pas à la mesure du DEL retenue ici. Une analyse de variance répond principalement à une logique de comparaison de moyennes entre groupes et non à l'objectif d'estimer simultanément les associations entre plusieurs indices quantitatifs et le DEL. Les modèles de panel ou de séries chronologiques supposent, quant à eux, une dimension temporelle répétée absente du dispositif transversal de cette étude.

Enfin, des méthodes permettant une identification causale plus forte nécessiteraient un dispositif spécifique et des hypothèses d'identification qui ne sont pas établis dans la présente recherche. Les coefficients sont donc interprétés comme des **associations conditionnelles** et non comme des effets causaux.

3.5. Critères d'interprétation

La significativité globale du modèle est appréciée à partir du test F .

Le coefficient R^2 renseigne sur la proportion de la variance observée du DEL associée conjointement aux variables introduites dans le modèle. Il ne doit pas être interprété comme la proportion du développement économique de Mbuji-Mayi causalement expliquée par l'action publique.

Le seuil de **5 %** est retenu comme seuil principal d'appréciation de la significativité statistique des coefficients individuels.

Les coefficients standardisés β permettent de comparer l'importance relative des associations conditionnelles des différentes dimensions avec le DEL.

4. Résultats

4.1. Relations bivariées entre les dimensions de l'action publique et le DEL

L'analyse des corrélations met en évidence des associations positives et statistiquement significatives entre chacune des cinq dimensions de l'action publique et le développement économique local au niveau bivarié.

Tableau 2 : Corrélations entre le développement économique local et les dimensions de l'action publique

Dimension	Corrélation avec DEL	p
Gouvernance locale (GOUV)	0,450	< 0,001
Qualité institutionnelle (INST)	0,500	< 0,001
Mobilisation des ressources publiques (RES)	0,548	< 0,001
Participation citoyenne (PART)	0,362	< 0,001
Environnement économique local (ENV)	0,582	< 0,001

Source : Calculs des auteurs à partir des données de l'enquête.

L'environnement économique local présente la corrélation la plus élevée avec le DEL ($r = 0,582$), suivi de la mobilisation des ressources publiques ($r = 0,548$), de la qualité institutionnelle ($r = 0,500$), de la gouvernance locale ($r = 0,450$) et de la participation citoyenne ($r = 0,362$).

Ces résultats constituent toutefois des relations bivariées. Ils ne permettent pas de déterminer si l'association d'une dimension particulière avec le DEL demeure significative lorsque les autres variables sont simultanément considérées.

Le passage à l'analyse multivariée est particulièrement important pour la participation citoyenne, dont l'association positive au niveau bivarié doit être réexaminée conditionnellement aux autres dimensions.

4.2. Qualité globale du modèle

La régression linéaire multiple est globalement statistiquement significative au seuil de 5 %.

Tableau 3 : Qualité globale du modèle de régression

Indicateur	Valeur
R	0,644
R^2	0,415
$R^2_{\text{ajusté}}$	0,411
Erreur standard de l'estimation	0,674
F	85,820
p	< 0,001

Source : Calculs des auteurs à partir des données de l'enquête.

La statistique de Fisher ($F = 85,820$; $p < 0,001$) indique que le modèle est globalement significatif.

Le coefficient de détermination $R^2 = 0,415$ montre que **41,5 % de la variance observée du DEL est conjointement associée aux cinq dimensions introduites dans le modèle**. Le $R^2_{\text{ajusté}}$ est de 0,411.

Cette proportion ne signifie pas que l'action publique explique causalement 41,5 % du développement économique de Mbujimayi. Elle renseigne sur la qualité d'ajustement du modèle aux données observées.

4.3. Associations conditionnelles entre les dimensions de l'action publique et le DEL

Les résultats de l'estimation sont présentés dans le tableau suivant.

Tableau 4. Résultats de la régression linéaire multiple

Variables	B	Erreur standard	β	t	p
Constante	0,724	0,102	—	7,094	< 0,001
Gouvernance locale (GOUV)	0,162	0,046	0,146	3,512	< 0,001
Qualité institutionnelle (INST)	0,115	0,045	0,117	2,562	0,011
Mobilisation des ressources publiques (RES)	0,214	0,042	0,229	5,140	< 0,001
Participation citoyenne (PART)	-0,049	0,037	-0,054	-1,320	0,187
Environnement économique local (ENV)	0,316	0,044	0,319	7,257	< 0,001

Variable dépendante : DEL.

Source : Calculs des auteurs à partir des données de l'enquête.

Quatre dimensions présentent une association conditionnelle positive et statistiquement significative avec le développement économique local au seuil de 5 %.

L'**environnement économique local** présente l'association standardisée positive la plus élevée ($\beta = 0,319$; $p < 0,001$). Parmi les variables simultanément introduites dans le modèle, ENV constitue donc la dimension présentant l'association conditionnelle positive la plus importante avec le DEL.

La **mobilisation des ressources publiques** occupe la deuxième position ($\beta = 0,229$; $p < 0,001$).

La **gouvernance locale** présente également une association positive et significative ($\beta = 0,146$; $p < 0,001$), de même que la **qualité institutionnelle** ($\beta = 0,117$; $p = 0,011$).

La **participation citoyenne** se distingue des quatre autres dimensions. Son coefficient standardisé est négatif et faible ($\beta = -0,054$), mais surtout statistiquement non significatif ($p = 0,187$). Il n'existe donc pas, dans le modèle estimé, d'élément statistique suffisant permettant de retenir une association conditionnelle significative entre PART et DEL au seuil de 5 %.

4.4. Le cas particulier de la participation citoyenne

La participation citoyenne présente une configuration empirique particulière.

Au niveau bivarié, elle est positivement et significativement corrélée au développement économique local ($r = 0,362$; $p < 0,001$). Une fois introduite dans le modèle avec les autres dimensions, son coefficient devient négatif et statistiquement non significatif ($\beta = -0,054$; $p = 0,187$).

Cette différence ne signifie pas que la participation citoyenne exerce une influence négative sur le DEL. Elle signifie que **l'association positive observée au niveau bivarié ne demeure pas statistiquement significative lorsque les autres dimensions de l'action publique sont simultanément prises en considération.**

Le modèle ne permet pas, à lui seul, d'identifier le mécanisme exact expliquant ce changement. Il serait donc excessif d'attribuer ce résultat à un phénomène institutionnel précis sans analyses supplémentaires.

4.5. Appréciation de l'hypothèse

La hiérarchie des associations conditionnelles statistiquement significatives peut être synthétisée comme suit :

$$ENV (0,319) > RES (0,229) > GOUV (0,146) > INST (0,117).$$

La participation citoyenne ne présente pas d'association conditionnelle statistiquement significative au seuil de 5 %.

Le modèle étant globalement significatif, les résultats apportent un **soutien global** à l'hypothèse selon laquelle les dimensions de l'action publique sont significativement associées au développement économique local à Mbujimayi.

Ce soutien doit néanmoins être nuancé au niveau des variables individuelles : quatre dimensions présentent des associations statistiquement significatives, tandis que la participation citoyenne ne présente pas une association conditionnelle significative dans le modèle multivarié.

5. Discussion des résultats

Les résultats mettent en évidence une relation globale significative entre les dimensions retenues de l'action publique et le développement économique local à Mbujimayi. Toutefois, la principale contribution de l'analyse réside dans la différenciation des associations conditionnelles observées entre les cinq dimensions étudiées.

5.1. Environnement économique local et développement territorial

L'environnement économique local présente l'association conditionnelle positive la plus élevée avec le DEL ($\beta = 0,319$; $p < 0,001$).

Ce résultat rejoint l'approche territoriale de Pecqueur (2000), selon laquelle le développement local dépend de la capacité d'un territoire à identifier, mobiliser et valoriser ses ressources spécifiques. Les dynamiques économiques locales ne reposent donc pas seulement sur la présence de ressources, mais également sur les conditions institutionnelles et territoriales permettant leur utilisation.

Dans le contexte de Mbuji-Mayi, cette dimension prend une importance particulière. La ville s'est historiquement développée dans un environnement fortement marqué par l'exploitation diamantifère. Omasombo Tshonda (2014) montre la place centrale de Mbuji-Mayi dans l'organisation socioéconomique du Kasai-Oriental et l'importance du secteur minier dans sa trajectoire historique.

Le *Plan de développement provincial du Kasai-Oriental 2023-2027* souligne également la nécessité de diversifier l'économie, d'améliorer le climat des affaires, de renforcer les infrastructures et de développer les secteurs productifs (Gouvernement provincial du Kasai-Oriental, 2023).

Le résultat obtenu suggère ainsi que l'analyse de l'action publique locale ne peut être dissociée des conditions économiques concrètes dans lesquelles les ménages et les activités productives évoluent.

Il convient toutefois de maintenir une interprétation associative. Le coefficient estimé ne démontre pas qu'une amélioration donnée de l'environnement économique entraînerait mécaniquement une augmentation déterminée du DEL.

5.2. Mobilisation des ressources publiques et capacité d'intervention

La mobilisation des ressources publiques présente la deuxième association conditionnelle la plus élevée ($\beta = 0,229$; $p < 0,001$).

Ce résultat est cohérent avec les analyses de Smoke (2003), qui soulignent les difficultés auxquelles la décentralisation peut être confrontée lorsque les responsabilités transférées aux niveaux locaux ne sont pas accompagnées de ressources financières et de capacités administratives adéquates.

Les ressources publiques constituent en effet un moyen essentiel de financement des infrastructures, des équipements collectifs et des services nécessaires au fonctionnement économique du territoire.

Dans le Kasai-Oriental, la mobilisation des recettes et l'amélioration de la gestion des finances publiques figurent parmi les priorités institutionnelles du Plan provincial de développement (Gouvernement provincial du Kasai-Oriental, 2023).

Toutefois, la disponibilité des ressources ne constitue pas une condition suffisante. Leur contribution au développement dépend également des capacités institutionnelles permettant de les mobiliser, de les programmer et de les gérer efficacement. La dimension financière doit donc être appréhendée en articulation avec la gouvernance et la qualité institutionnelle.

5.3. Gouvernance locale et qualité institutionnelle

La gouvernance locale ($\beta = 0,146$; $p < 0,001$) et la qualité institutionnelle ($\beta = 0,117$; $p = 0,011$) présentent toutes deux des associations conditionnelles positives et statistiquement significatives avec le DEL.

Ces résultats confortent l'intérêt du cadre néo-institutionnel mobilisé dans l'étude.

Pour North (1990), les institutions structurent les interactions économiques en définissant les règles et les incitations qui encadrent les comportements. Des institutions relativement efficaces et prévisibles peuvent ainsi contribuer à réduire l'incertitude et à faciliter les interactions économiques.

Le résultat obtenu à Mbujimayi est compatible avec cette proposition : lorsque les autres dimensions du modèle sont simultanément considérées, des niveaux plus favorables de qualité institutionnelle sont associés à des niveaux plus favorables de DEL.

Les résultats relatifs à la gouvernance locale peuvent également être rapprochés des travaux de Faguet (2014), qui mettent en évidence le rôle des mécanismes de responsabilisation et de proximité dans le fonctionnement des systèmes décentralisés.

Fiszbein (1997) souligne également l'importance des capacités locales dans l'exercice effectif des responsabilités transférées aux gouvernements infranationaux. Dans cette perspective, l'existence juridique de compétences ne garantit pas leur mise en œuvre effective lorsque les administrations disposent de capacités limitées.

La hiérarchie des coefficients ne signifie toutefois pas que la gouvernance et les institutions seraient secondaires par rapport aux ressources ou à l'environnement économique. Elle indique uniquement que, dans le modèle estimé et compte tenu des variables retenues, les associations conditionnelles standardisées d'ENV et de RES sont plus élevées.

5.4. Participation citoyenne : une relation à nuancer

La participation citoyenne constitue le résultat le plus nuancé de l'analyse.

Son association avec le DEL est positive et statistiquement significative au niveau bivarié, mais ne demeure pas significative lorsque les autres variables sont simultanément introduites dans le modèle.

Ce résultat ne remet pas en cause l'importance théorique de la participation dans la gouvernance locale. Ostrom (2010) montre notamment que la coopération et l'action collective peuvent contribuer à une meilleure gestion des ressources lorsque les mécanismes institutionnels appropriés sont réunis. Faguet (2014) souligne également l'importance des relations entre citoyens et autorités dans le fonctionnement de la décentralisation.

Les résultats de Mbujimayi invitent cependant à distinguer l'existence de pratiques participatives de leur association statistique propre avec le développement économique local.

La disparition de la significativité dans le modèle multiple pourrait indiquer que la relation bivariée observée recouvre en partie des dimensions également portées par d'autres variables du modèle. Cette possibilité demeure néanmoins une interprétation et non une démonstration issue du modèle.

Il serait donc méthodologiquement incorrect de conclure que la participation citoyenne est inutile ou qu'elle exerce un effet négatif sur le DEL. Le résultat établit uniquement que son association conditionnelle propre n'est pas statistiquement significative au seuil retenu.

5.5. Enseignements pour l'analyse de l'action publique à Mbujimayi

Pris ensemble, les résultats confortent une conception multidimensionnelle de l'action publique locale.

L'environnement économique local présente l'association conditionnelle positive la plus élevée, suivi de la mobilisation des ressources publiques, de la gouvernance locale et de la qualité institutionnelle.

Cette configuration indique que les dimensions économiques, financières et institutionnelles doivent être analysées conjointement. Une lecture exclusivement budgétaire de l'action publique serait insuffisante, tout comme une lecture limitée aux institutions formelles.

Les résultats rejoignent ainsi plusieurs dimensions de la littérature mobilisée. North (1990) permet d'éclairer le rôle des institutions ; Smoke (2003) souligne l'importance de l'articulation entre responsabilités, ressources et capacités ; Faguet (2014) met en évidence les conditions de fonctionnement de la gouvernance décentralisée ; tandis que Pecqueur (2000) insiste sur la dimension territoriale et la valorisation des ressources locales.

La contribution spécifique de cette étude réside dans l'examen conjoint de ces différentes dimensions à l'échelle de Mbujimayi. Les résultats montrent qu'elles ne présentent pas toutes la même intensité d'association avec le développement économique local.

Cependant, la nature transversale des données constitue une limite fondamentale. Les résultats ne permettent ni d'établir avec certitude le sens causal des relations observées ni d'exclure l'influence de variables non intégrées au modèle.

6. Conclusion

Cet article avait pour objectif d'analyser les associations entre les différentes dimensions de l'action publique et le développement économique local dans la ville de Mbujimayi.

À partir des données recueillies auprès de **610 ménages** et d'une régression linéaire multiple estimée par les Moindres Carrés Ordinaires, cinq dimensions ont été examinées : la gouvernance locale, la qualité institutionnelle, la mobilisation des ressources publiques, la participation citoyenne et l'environnement économique local.

Les résultats montrent que le modèle est globalement statistiquement significatif et que les variables retenues sont conjointement associées à 41,5 % de la variance observée du DEL.

Les associations conditionnelles ne sont cependant pas homogènes. L'environnement économique local présente l'association positive la plus élevée, suivi de la mobilisation des ressources publiques, de la

gouvernance locale et de la qualité institutionnelle. La participation citoyenne, bien que positivement et significativement corrélée au DEL au niveau bivarié, ne présente pas d'association conditionnelle statistiquement significative dans le modèle multivarié.

Ces résultats apportent un soutien global à l'hypothèse de recherche et confortent l'intérêt d'une lecture multidimensionnelle de l'action publique locale. Dans le contexte de Mbujimayi, le développement économique local apparaît statistiquement associé à la fois aux conditions économiques territoriales, à la capacité de mobilisation des ressources publiques et aux dimensions institutionnelles et de gouvernance.

Le résultat relatif à la participation citoyenne appelle néanmoins une lecture prudente. Il ne permet ni de conclure que la participation serait défavorable au développement économique local ni qu'elle serait dépourvue d'importance. Il indique uniquement que l'association positive observée au niveau bivarié ne demeure pas statistiquement significative lorsque les autres dimensions sont prises simultanément en considération.

La principale limite de l'étude tient au caractère transversal des données. Les coefficients estimés rendent compte d'associations conditionnelles et ne permettent pas d'établir des relations causales. Des recherches futures fondées sur des données longitudinales ou sur des dispositifs d'identification adaptés pourraient approfondir les mécanismes reliant les différentes dimensions de l'action publique au développement économique local à Mbujimayi.

RÉFÉRENCES

- Bourbonnais, R. (2018). *Économétrie : Cours et exercices corrigés* (10e éd.). Dunod.
- Cronbach, L. J. (1951). Coefficient alpha and the internal structure of tests. *Psychometrika*, 16(3), 297–334. <https://doi.org/10.1007/BF02310555>
- Dor, É. (2009). *Économétrie* (2e éd.). Pearson Education France.
- Faguet, J.-P. (2014). Decentralization and governance. *World Development*, 53, 2–13.
- Fiszbein, A. (1997). The emergence of local capacity: Lessons from Colombia. *World Development*, 25(7), 1029–1044. [https://doi.org/10.1016/S0305-750X\(97\)00020-X](https://doi.org/10.1016/S0305-750X(97)00020-X)
- Gouvernement provincial du Kasai-Oriental. (2023). *Plan de développement provincial du Kasai-Oriental 2023-2027*. Gouvernement provincial du Kasai-Oriental.
- North, D. C. (1990). *Institutions, institutional change and economic performance* [Institutions, changement institutionnel et performance économique]. Cambridge University Press.
- Omasombo Tshonda, J. (Dir.). (2014). *Kasai-Oriental : Un nœud gordien dans l'espace congolais*. Musée royal de l'Afrique centrale.

Ostrom, E. (2010). *Gouvernance des biens communs : Pour une nouvelle approche des ressources naturelles*. De Boeck.

Pecqueur, B. (2000). *Le développement local* (2e éd.). Syros.

Smoke, P. (2003). Decentralisation in Africa: Goals, dimensions, myths and challenges. *Public Administration and Development*, 23(1), 7–16. <https://doi.org/10.1002/pad.255>

Wooldridge, J. M. (2018). *Introduction à l'économétrie : Une nouvelle approche*. De Boeck Supérieur.